

Les Justices européennes s'emparent des FootballLeaks

LE RÉSUMÉ

Derrière la France et la Belgique, à l'origine du mouvement, **sept pays européens** s'intéressent de près aux documents qui révèlent toute une série de **malversations** dans le monde du football professionnel.

Et soutiennent le lanceur d'alerte Rui Pinto.

JULIEN BALBONI

Cette fois-ci, la Justice s'intéresse de près au contenu des documents révélés par un lanceur d'alerte. Ce mardi, à l'appel de la France et de la Belgique, à La Haye (Pays-Bas), les représentants du ministère public de neuf pays se sont réunis pour améliorer leur collaboration dans l'étude des documents des FootballLeaks. C'est le procureur fédéral adjoint Eric Bisschop qui représentait la Justice belge et s'est félicité de l'événement. Au total, près de 19 millions de documents confidentiels obtenus par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, traités par le réseau European investigative collaborations, distillés en 2016 et 2018. Autant de pièces qui peuvent intéresser les autorités judiciaires.

Ce mardi, le parquet national financier français a détaillé avoir déjà examiné 12 millions de documents afin de déterminer s'ils peuvent faire avancer leurs enquêtes. La France collabore depuis déjà trois ans avec le lanceur d'alerte portugais Rui Pinto, 30 ans, précédemment connu

sous le surnom de «John», l'homme à l'origine de la fuite de données.

«Tandem belgo-français»

Le parquet national financier a ouvert une enquête notamment pour blanchiment en bande organisée, de fraude fiscale aggravée et association de malfaiteurs. C'est lui qui détient ces précieux documents en premier et réfléchit à la meilleure manière d'organiser leur partage. Selon une source belge, l'objectif de la réunion était de «déterminer une approche commune des FootballLeaks via les données du parquet national financier». Cette même source se réjouit du succès du «tandem belgo-français», qui a poussé à ce rapprochement européen.

Cette réunion des justices européennes est également un moyen de faire pression sur la Hongrie ou le Portugal et de soutenir le lanceur d'alerte. En effet, Rui Pinto a été interpellé le 16 janvier à Budapest, où il risque l'extradition au Portugal, où il est poursuivi entre autres pour des vols de données. Le 1^{er} février, il avait accusé son propre pays de vouloir «saboter» les enquêtes pénales issues des révélations.

«Attaquer ce problème ensemble»

Entre les documents FootballLeaks, le «footballgate» bien local et ses investigations sur le super-agent Pini Zahavi, toujours, aujourd'hui, dans le collimateur de la Justice belge, le parquet fédéral sort les grands moyens pour investir les recoins sombres du football professionnel. Les enquêtes sont toujours en cours.

«Nous sommes particulièrement intéressés par les données collectées et disponibles afin de chasser les mauvaises pratiques dans le monde du sport, ce qui nous occupe depuis un long moment. Nous souhaitons attaquer ce problème ensemble, de manière concertée», a notamment commenté Eric Bisschop lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de la réunion. Une fois les documents FootballLeaks en ses mains, le parquet fédéral belge pourra décider de nouvelles investigations.

Les FootballLeaks ont notamment permis de soulever toute une série de faits potentiellement délicats. Ainsi, le système d'évasion fiscale mis en œuvre par l'agent Jorge Mendes au profit de «ses» joueurs et entraîneurs, au premier rang desquels les Portugais Cristiano Ronaldo et José Mourinho (respectivement 150 et 12 millions d'euros dissimulés, selon les investigations journalistiques). C'est à la suite de ces révélations que Cristiano Ronaldo a été condamné à verser, en janvier dernier, un total de 18,8 millions d'euros pour fraude fiscale.

«Nous sommes particulièrement intéressés par les données collectées et disponibles afin de chasser les mauvaises pratiques dans le monde du sport.»

ERIC BISSCHOP
PROCUREUR FÉDÉRAL ADJOINT